



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Pas-question-d-Etat-centralisateur>

Pas question d'État centralisateur

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 755 - avril 1978 -

Date de mise en ligne : lundi 1er septembre 2008

Date de parution : avril 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LA nécessité de former des prix avec des revenus préétablis (et non plus l'inverse) revêt un caractère primordial. Elle n'implique en aucune façon, en revanche, un dirigisme touche-à-tout ou une étatisation livrant la production aux gouvernements qui se succèdent. Le capitalisme d'État serait, au surplus, un contresens, à l'heure où les plus récentes techniques tendent à la déconcentration, aux autonomies de gestion et au fédéralisme, en miniaturisant les outillages, en dépeuplant les usines et en dispersant les moyens de production.

Le vrai problème consiste d'une part, à instituer un régime généralisé de contrats collectifs déterminant la part revenant à chacun, actif ou passif ; d'autre part, à inscrire cette répartition contractuelle dans une organisation communautaire, à base professionnelle et interprofessionnelle, prenant en charge les diverses branches et leurs ressortissants producteurs et non-producteurs.

Au sein de cet encadrement syndicalo-coopératif, les entreprises oeuvreraient pour la communauté qui est la leur. Libérées du souci de la vente ainsi que des charges sociales, fiscales et d'investissements, elles rivaliseraient d'émulation sur pied d'égalité, tels des coureurs sur un stade. Cela, sous l'arbitrage du client devenu solvable et dûment informé par d'impartiales notices communautaires des caractéristiques des produits offerts.

Il suffit d'inventorier les possibilités de la production et l'étendue des besoins à pourvoir, pour comprendre que chacun pourrait jouir d'un large pouvoir d'achat et que, parallèlement, il y aurait encore du travail pour tous. L'homme de la rue commence à le percevoir. Malheureusement, ni les débatteurs de la majorité ni ceux de l'opposition n'ont pris conscience des nouvelles réalités.